



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---










**Marché de fourniture et pose des fonds en verre  
dans le canal à houle de 36 m du LEGI**

---

**N° de consultation : A24F044**

**Institut polytechnique de Grenoble**  
**DAF / Service Achats**  
46 avenue Félix Viallet  
38031 GRENOBLE

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché de fourniture et la pose des fonds LEGI
	<b>Type de contrat</b>	Marché ordinaire
	<b>Mode de passation</b>	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	36 mois : (12 mois + 24 mois de garantie)
	<b>Garantie</b>	Avec (24 mois)
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	7
1.3 - Type de marché .....	7
1.4 - Mode de passation .....	7
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	7
2 - Pièces contractuelles .....	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
4 - Durée et délais d'exécution .....	8
4.1 - Durée prévisionnelle des prestations .....	8
4.2 - Durée du marché .....	8
5 - Délais d'exécution.....	8
6 - Prix .....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Modalités de variation des prix .....	9
6.2.1 - Planning de transmission des révisions de prix à destination du titulaire.....	9
7 - Garanties Financières .....	10
8 - Échéancier de paiement .....	10
9 - Avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement .....	10
10.4 - Paiement des cotraitants.....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
12 - Développement durable .....	11
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
13.1 - Vérifications .....	11
13.2 - Décision après vérification.....	11
14 - Garantie des prestations.....	11
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	12
16 - Pénalités.....	12
16.1 - Pénalités de retard.....	12
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
16.3 - Autres pénalités .....	12
17 - Assurances .....	12
18 - Clause de réexamen.....	12
19 - Modification du contrat.....	13
17.1 - Disposition générale relative aux modifications .....	13
17.2 - Cession du marché.....	13
17.3 - Évolution réglementaires.....	13
20 - Résiliation du contrat.....	14
18.1 - Conditions de résiliation du marché.....	14
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
21 - Obligations du titulaire .....	14
21.1 - Information relative au titulaire .....	14
21.2 - Obligation de conseil .....	14

21.3 - Disponibilité et Obligation d'information .....	14
21.4 - Obligation de confidentialité .....	15
21.5 - Obligation en cas de groupement et/ou de sous-traitance .....	15
19 - Règlement des litiges et langues .....	15
20 - Dérogations.....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

### Marché de fourniture et pose des fonds en verre dans le canal à houle de 36 m du LEGI

#### A) Contexte et définition du projet

Restauration et modification du canal à houle existant du LEGI.

Celui-ci a principalement des soucis d'étanchéité qui contraignent la mise en place des manipulations souhaitées. Suite à certaines modifications apportées, le plancher du canal n'est plus plan, ce qui rend certaines expérimentations impossibles à mettre en œuvre.

En fonctionnement, la profondeur d'eau moyenne peut être prescrite à 70 cm, le niveau maximum dans le cas d'interactions de vagues pouvant atteindre localement 120 cm.

#### B) Attentes techniques : dimensionnement, fourniture et pose des panneaux en verre pour la rénovation du canal à houle

##### B.1) Caractéristiques des panneaux en verre :

- **Matériaux** : verre trempé, recuit, ou feuilleté, de haute résistance (conforme aux normes EN 12150 et EN 12600), adapté aux environnements marins ou humides, ou normes spécifiques au verre structurel.
- **Épaisseur** : 19 mm minimum, en fonction des charges mécaniques et des pressions hydrodynamiques à supporter, avec calcul justifié de l'épaisseur proposée par le prestataire.
  - *Il est recommandé et attendu que le candidat propose des variantes d'épaisseurs dans son offre, tout en respectant l'obligation de présenter une offre de base avec une épaisseur minimale de 19 mm (Cf. DPGF)*
- **Dimensions** : sur mesure, conformément aux plans fournis, avec tolérances strictes sur les découpes pour garantir une parfaite étanchéité et ajustement.
  - L'épaisseur des joints entre plaques sera à déterminer par le prestataire, compte-tenu des effets de dilatation thermique attendus (température extérieure de fonctionnement entre 5°C et 45°C).
  - Les plaques en verre de 55 cm de large (avec les joints) doivent couvrir une longueur de 35.8 m. 16 plaques de 2 m de long (avec les joints) sont à prévoir.
  - À chaque extrémité, les plaques de verre (2) feront 1.9 m, le fond complété jusqu'aux extrémités par une plaque inox de 10 cm (fournie par le LEGI) afin de pouvoir y installer un système de vidange.
- **Résistance** :
  - Résistance aux impacts (chocs accidentels, vibrations).
  - Résistance à la pression exercée par les vagues générées dans le canal.
  - Résistance aux variations thermiques (incluant les UV et les variations d'humidité).
- **Transparence** : transmission lumineuse supérieure à [80%], sans altération de la visibilité (*absence de bulles, rayures, ou impuretés*).
- **Traitement** : traitement anti-corrosion et anti-abrasion.

## **B.2) Système de fixation et joints d'étanchéité**

- **Collage verre sur métal :**

Des pièces en acier seront installées par le LEGI afin de permettre la réhausse du fond. Le prestataire installera les longerons en acier sur lesquels viendront se coller les fonds en verre. La procédure d'assemblage de ces longerons + verre sera déterminée par le prestataire (en amont de la pose ou directement sur le canal). Ces longerons reposeront sur des vis qui permettront le réglage de la planéité et l'alignement des fonds.

- **Joints d'étanchéité :**

- Utilisation de matériaux durables (EPDM, silicone marin ou équivalent) pour assurer une étanchéité parfaite sur la durée.
- Joints verre sur verre et verre sur métal
- Résistance aux variations de température, à l'eau et aux produits chimiques utilisés dans l'entretien du canal (eau de javel, produit anti-algues, acide anticalcaire).
- Installation avec un contrôle rigoureux pour éviter les bulles ou fissures dans les joints.

## **B.3) Installation des panneaux en verre**

- Pose par des techniciens qualifiés et expérimentés dans des environnements techniques similaires.
- Utilisation d'outillages adaptés pour éviter tout choc ou fissuration des panneaux lors de l'installation.
- Prévoir un contrôle laser ou équivalent pour assurer planéité et alignement parfait (tolérance de l'ordre du mm sur toute la longueur du canal) des panneaux.
- Respect des délais d'installation pour minimiser l'impact sur l'exploitation du canal.

### **Tests et vérifications post-installation**

- Test de pression et d'étanchéité sur tous les panneaux posés.
- Inspection visuelle et instrumentale pour détecter toute imperfection (rayures, bulles, ou mauvais alignement).
- Essais de résistance mécanique en simulation de fonctionnement du canal à houle.
- Validation par procès-verbal signé par les deux parties (prestataire et pouvoir adjudicateur).

### **Garanties et maintenance**

- Garantie minimale de **[2ans]** sur les panneaux en verre et les joints.
- Plan de maintenance préventive proposé par le prestataire (*entretien des panneaux, inspection périodique des fixations et des joints*).
- Fourniture de manuels techniques et d'instructions pour l'entretien et le remplacement des composants.

### **Documentation requise**

- Fiches techniques des matériaux utilisés (verre, joints).
- Rapport de calcul des dimensions et des résistances.
- Attestations de conformité aux normes applicables.

### **C) Objectifs (attentes techniques)**

À noter que la dépose du planché existant ainsi que le ponçage, grattage, la peinture, et l'installation de réhausses et de longerons, ne font pas partie du périmètre du marché.

#### **Périmètre du marché :**

- Fournir et installer entièrement le plancher en verre du canal pour qu'il soit d'une hauteur homogène et avoir un visuel par le dessous.
- Collage des plaques en verre sur longerons en acier (fournis par le LEGI, des vis de réglage sous les longerons permettront de garantir la planéité et l'horizontalité).
- Garantir l'horizontalité et l'alignement parfait des plaques
- Réaliser les joints d'étanchéité
- Refaire tous les joints d'étanchéité entre les plaques en verre verticales existantes
- Refaire l'étanchéité entre les batteurs et le canal aux deux extrémités.

#### **Lieu(x) d'exécution :**

**Laboratoire des Écoulements Géophysiques et Industriels LEGI**  
1209 rue de la piscine / 38610 Gières  
CS 40700, 38058 Grenoble Cedex 9, France  
38000 Grenoble

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **1.3 - Type de marché**

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix forfaitaires.

### **1.4 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### **1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Cahier des Clauses Administratives Générales CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le mémoire technique du titulaire pour l'exécution du contrat

*(\*) Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.*

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée prévisionnelle des prestations

- La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/04/2025
- La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 30/04/2025

(\*) Les dates sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'avancement des opérations de démontage, de peinture et d'installation des rehausses.

### 4.2 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 36 mois (garantie incluse) à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations **sont fixés à chaque bon de commande.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 5 - Délais d'exécution

Prestations	Délai maximum d'exécution	Intervenants
Délai maximal de début de prestation souhaitée au LEGI	Délai maximal <b>30 jours</b> à compter de la notification du marché	Titulaire / Acheteur
Vérifications approfondies	Les vérifications approfondies seront effectuées dans un délai maximum de <b>30 jours</b> calendaires à compter de la fin d'installation	Acheteur
Procès-verbal d'admission définitive	À l'issue des opérations de vérifications approfondies	Acheteur
Garantie minimale	<b>24 mois</b> à compter de l'admission définitive	Titulaire



(\*) Le titulaire ne pourra débuter l'installation qu'après avoir contacté les correspondants techniques, dont les coordonnées seront transmises lors de la notification du marché, afin de convenir des modalités et des conditions d'installation.

Cette démarche devra être effectuée **au moins 15 jours avant la date prévue pour le début de l'installation**.

(\*) À défaut, l'installation ne pourra pas être acceptée.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires.

### **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :  **$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT50 (n) / BT50 (o))$**

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **BT50** « Index du bâtiment - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 ».

#### **6.2.1 - Planning de transmission des révisions de prix à destination du titulaire**

##### **A) Quand transmettre la demande à Grenoble - INP**

- 2 mois, avant la date d'anniversaire de début de la période de reconduction N°2.
- 2 mois, avant la date d'anniversaire de début de la période de reconduction N°3.
- 2 mois, avant la date d'anniversaire de début de la période de reconduction N°4.

##### **B) Quels documents transmettre à Grenoble - INP**

Pièces financières (BPU/DPGF) avec nouveaux prix calculés en appliquant le taux de variation indiciaire qui correspond à l'indice de révision.

##### **C) Délai pour que Grenoble - INP émette des observations**

30 jours à compter de la réception des prix révisés, si pas observations la demande de révision de prix est réputée acceptée.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Échéancier de paiement

/	Païement (%)	Point de déclenchement	Délais	Documents exigés
Acompte	50%	Début des prestations	À compter de la notification du marché	Notification du marché
Solde	50%	Admission définitive de la prestation après vérifications constatation de l'exécution des prestations (article : 13.1)	30 jours calendaires à compter de la fin de l'exécution des prestations (article : 13.1)	Procès-verbal d'admission définitif daté et signé

### Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du Code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités énoncées ci-dessous.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique via Chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le numéro de SIRET qui identifiera comme destinataire de la facture sera le : 193 819 125 00017

Le numéro d'engagement sera le numéro du bon de commande financier issu du logiciel "SIFAC".

## 9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19381912500017

### 10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

**Notification par le biais du profil d'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### **Stockage, emballage et transport :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### **Conditions de livraison :**

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## 12 - Développement durable

Le prestataire s'engage à :

- Privilégier les interventions à distance pour limiter les déplacements et réduire les émissions de CO2.
- Favoriser la réparation et la réutilisation des équipements.
- Réduire l'impact écologique des déchets liés aux matériels.
- Proposer des équipements économes en énergie et fabriqués avec des matériaux recyclables.
- Utiliser des moyens de transport respectueux de l'environnement.

## 13 - Constatation de l'exécution des prestations

### 13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un **délai de 30 jours** à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

### 13.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de **36 mois** dont le point de départ est la **date de décision d'admission définitive**. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Toutes les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité de retard fixée à 10%, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant total HT du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC total du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Autres pénalités

Pénalités		Montants	Précisions
Pénalités sur obligations de moyens	Forfaitaire	500€	Une pénalité forfaitaire (HT) sera appliquée en cas de non-respect des moyens matériels et humains prévus dans le mémoire technique du marché.

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 18 - Clause de réexamen

En application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution peut être engagée. Toute modification issue de cette procédure fait l'objet d'un avenant.

Cette procédure concerne les modifications non prévues initialement, pendant toute la durée d'exécution du marché. Elle ne constitue pas un droit acquis pour le titulaire, qui doit fournir les justificatifs nécessaires. Le pouvoir adjudicateur peut contrôler les informations transmises.

Si les parties acceptent le réexamen, il s'applique quel que soit le montant des modifications. La demande peut être initiée par les deux parties et doit être transmise par un moyen permettant de prouver sa réception. L'exécution des prestations se poursuit pendant le réexamen.

La partie destinataire dispose de 15 jours à compter de la réception pour se prononcer. En l'absence d'accord, la position du pouvoir adjudicateur prévaut, sans renoncer aux recours possibles pour le titulaire.

**La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :**

- La nécessité de remplacer ou renforcer des vitrages en raison de contraintes techniques imprévues (*par exemple, des défauts structurels, des incompatibilités avec l'environnement ou des contraintes mécaniques spécifiques*).
- Une adaptation des joints ou des fixations pour assurer l'étanchéité ou la sécurité du canal à houle.
- La prise en compte de nouvelles normes de sécurité ou de qualité liées aux matériaux verriers.
- Les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- Les conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

#### **Cas particuliers liés aux vitres**

- **Défaillance constatée** : bris de vitres, perte d'étanchéité, ou instabilité structurelle nécessitant un remplacement ou une intervention corrective.
- **Évolutions imprévues** : nécessité de renforcer les vitres pour répondre à des pressions ou contraintes supérieures à celles prévues initialement.
- **Adaptation au site** : ajustement des vitrages ou des techniques de pose en raison de particularités non identifiées lors des études préalables.

## **19 - Modification du contrat**

### **17.1 - Disposition générale relative aux modifications**

L'acheteur se réserve la possibilité de modifier le contrat conformément aux articles R2194-1 à 9 du Code de la commande publique.

### **17.2 - Cession du marché**

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr)

Par accord exprès, tout changement de contrôle du titulaire est considéré comme une cession et entraîne les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr). Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

### **17.3 - Évolution réglementaires**

Le marché suit la réglementation en vigueur lors de son lancement. En cas d'évolution nécessitant des modifications, les parties se consulteront pour définir les modalités. Pour les modifications mineures, le titulaire s'efforcera de les intégrer sans coût supplémentaire. Toute modification majeure sera formalisée par un avenant, sous réserve qu'elle ne change pas l'objet ou bouleverse l'économie du marché.

## 20 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 21 - Obligations du titulaire

### Comportement du titulaire et de ses équipes

Le titulaire doit garantir un comportement irréprochable de son personnel, assurer le respect du règlement intérieur et préserver la confidentialité des informations. Tout manquement peut entraîner la résiliation du marché pour faute, avec possibilité de réparation. Le titulaire est responsable de son personnel, des accidents, dommages ou vols commis durant les prestations.

### 21.1 - Information relative au titulaire

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

### 21.2 - Obligation de conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil, de mise en garde et de proposition sur les aspects techniques, organisationnels, normatifs et réglementaires des prestations. Il reste pleinement responsable en cas de manquement à cette obligation.

### 21.3 - Disponibilité et Obligation d'information

Le titulaire doit alerter l'acheteur sur toute difficulté ou élément risquant de compromettre l'exécution de la prestation. Il s'engage à rester disponible par mail et téléphone pendant toute la durée du marché.

#### **21.4 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire doit garantir la confidentialité des informations, documents et objets accessibles durant le marché, sans nécessiter de précision sur leur caractère confidentiel. Toute divulgation ou utilisation sans accord de l'acheteur est interdite. Il veille au respect de cette obligation par son personnel, ses sous-traitants et fournisseurs. Le titulaire doit également se conformer au RGPD et à la réglementation en vigueur sur les données personnelles. L'acheteur peut demander à tout moment la restitution des éléments confidentiels. Toute violation de cette obligation peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### **21.5 - Obligation en cas de groupement et/ou de sous-traitance**

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS. En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article. Il doit s'assurer du respect de ses obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

### **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **20 - Dérogations**

- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services